

Bulletin d'histoire politique

Un projet trop ambitieux ? L'Hôpital La Presse ou l'échec d'une aide à la France, 1914-1915

Michel Litalien



Volume 17, numéro 2, hiver 2009

Le Québec et la Première Guerre mondiale 1914-1918

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054721ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054721ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Litalien, M. (2009). Un projet trop ambitieux ? L'Hôpital La Presse ou l'échec d'une aide à la France, 1914-1915. *Bulletin d'histoire politique*, 17(2), 75–87.
<https://doi.org/10.7202/1054721ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Un projet trop ambitieux ? L'Hôpital *La Presse* ou l'échec d'une aide à la France, 1914-1915

MICHEL LITALIEN
Historien militaire
Direction Histoire et patrimoine

L'entrée en guerre du Canada et la ferveur patriotique

Lorsque la Grande-Bretagne déclara la guerre à l'Allemagne le 4 août 1914, toutes ses colonies se retrouvèrent *de facto* plongées dans le conflit le plus sanglant jamais connu jusqu'alors. Optimistes ou insouciantes, les nations belligérantes croyaient pourtant que cette guerre ne serait qu'une aventure joyeuse et de courte durée; une expédition qui se terminerait à Noël tout au plus.

Les Canadiens ne firent pas exception. L'euphorie populaire était palpable partout au pays. Les Canadiens français comme les Canadiens anglais débordèrent d'enthousiasme. À Montréal, Québec, Sherbrooke et ailleurs au Québec, les foules étaient en délire. Certaines le furent même davantage qu'à Toronto, pourtant si britannique¹!

Pendant quelque temps, les vieilles rancœurs politiques entre anglophones et francophones furent mises de côté. Le Parti libéral de sir Wilfrid Laurier, dans l'opposition depuis 1911, n'avait-il pas lui aussi soutenu l'Empire? Nombreux furent les députés canadiens-français qui firent des discours d'appui à la Grande-Bretagne et à la France. Même l'épiscopat canadien-français appuya officiellement la participation de ses ouailles à la guerre². Même si les liens avec l'ancienne mère-patrie étaient plutôt lointains et ténus, et malgré l'adoption de la loi de 1905 (lois Combes) qui séparait l'Église et l'État français, qui avait semé une certaine méfiance à l'égard de la France républicaine, la sympathie envers les «cousins» d'outre-Atlantique était réelle et nombreux furent les Canadiens français prêts à témoigner concrètement leur appui.

C'est ainsi que des centaines de Canadiens français répondirent à l'appel de sir Sam Hughes, le bouillant ministre de la Milice et de la Défense, en se joignant au premier contingent du Corps expéditionnaire canadien³. D'autres, refusant carrément de se battre sous l'uniforme britannique, manifestaient leur désir de porter l'uniforme français. Quelques jours avant que le Canada soit aspiré dans cette guerre, des Canadiens français avaient offert, sans succès, leurs services au consulat de France à Montréal⁴.

Néanmoins, cette course à l'enrôlement fut de courte durée et ne touchait qu'une infime partie de la population. De son côté, l'élite canadienne-française appuyait la France par le biais de diverses associations caritatives et tentait d'intéresser la population en général à ces organisations. Les plus importantes d'entre elles étaient le Fonds patriotique canadien, le Comité France-Amérique et L'Aide à la France⁵. Ainsi, il était possible de contribuer à l'effort de guerre et de soutenir la France sans prendre les armes.

La Presse et son projet hospitalier

Aussi rapidement que le 5 août 1914, *La Presse*, le plus grand journal français d'Amérique (tel que sa une le laissait entendre), avait annoncé ses couleurs : il était du devoir des Canadiens français de secourir la Grande-Bretagne et surtout de venir en aide à la France⁶. Le journal proposa de rassembler les quinze régiments francophones existants de la milice active non permanente, de combler tous leurs effectifs autorisés et d'en faire don à la France pour qu'elle les intègre à ses effectifs militaires⁷. Faute de réalisme, cette proposition fut rapidement abandonnée.

Mais *La Presse* n'avait pas dit son dernier mot. Le 25 septembre 1914, elle lance une campagne patriotique plutôt originale : la création d'un hôpital militaire pour venir en aide aux blessés de guerre en sol français. Cette fois, le projet est réaliste, car les hôpitaux de campagne français sont déjà, après juste un mois de guerre, débordés⁸.

Le lendemain, *La Presse* fait parvenir une lettre aux quelque 1 200 municipalités que comptait alors la province dans laquelle on priait chaque maire de faire voter, dans les dix jours, par le conseil municipal l'achat d'un lit d'hôpital évalué à 150 \$⁹, somme jugée peu considérable par certains. En échange de quoi, le nom de la municipalité donatrice serait affiché bien en évidence au-dessus du lit. *La Presse* croyait ainsi que tous répondraient à l'appel et démontreraient leur soutien à la France. Le journal ajoutait que cet hôpital de 1 200 lits, avec la possibilité d'en rajouter 600 autres, financé par les Canadiens et dirigé par des infirmières et des

médecins canadiens, devait soigner la plupart des futurs blessés canadiens et britanniques au front¹⁰ et non les blessés français.

Le nom officiel de ce projet serait « Hôpital des différentes paroisses de la province de Québec », mais tous y référeront par le surnom d'« Hôpital *La Presse* »¹¹.

Le projet démarra en trombe. Les villes de Montréal et de Maisonneuve (à l'époque encore une ville indépendante de Montréal) furent les toutes premières à appuyer le projet. Le 29 septembre, Rodolphe Lemieux, journaliste, avocat et député libéral fédéral, présentait une résolution à la Chambre des communes demandant à ses confrères d'appuyer *La Presse*. Il demandait aux maires des municipalités de leurs comtés d'approuver ce projet. Cette résolution, votée à l'unanimité, apportait une aide de taille et démontrait l'intérêt des pouvoirs politiques canadiens-français. D'autres quotidiens de la province, notamment *Le Canada*, d'allégeance conservatrice, et *Le Soleil* de Québec (libéral) apportèrent également leur aide. Ce dernier se fit le porte-parole de l'*Hôpital des différentes paroisses de la province de Québec* dans la *Vieille Capitale*. Certains quotidiens ontariens se joindront au projet, dont l'*Evening Examiner*, de Peterborough, qui salua cette initiative dans un article intitulé « The Power of *La Presse* »¹².

Le succès de l'entreprise semblait déjà assuré et *La Presse* commençait à publier le nom des municipalités donatrices. Mais cela n'était pas assez et le journal voulait battre le fer pendant qu'il était chaud. Le 6 octobre (deux semaines seulement après l'annonce du projet) le journal écrivait :

... les promoteurs du projet d'hôpital avaient pensé à réserver aux diverses municipalités de la province de Québec l'honneur de contribuer seules à l'établissement et à l'entretien des lits, mais d'autres corporations, telles l'École polytechnique de Montréal et les Forestiers catholiques, ont sollicités [*sic*] le privilège de partager cet honneur. On a même vu des patriotes, tels M. F[rançois]-X[avier] Craig¹³ tenir à s'inscrire personnellement pour la fondation d'un lit. La générosité individuelle ne devrait-elle pas éveiller l'attention des municipalités qui n'ont pas entendu notre appel ?

Par cette « ouverture » aux organisations et aux individus, on se voulait rassurant : tout allait bien ! En fait, le projet connaissait déjà un certain ralentissement. Fort heureusement, le 7 octobre, en accordant son haut patronage, le premier ministre du Québec, sir Lomer Gouin, rendait le projet crédible. Il promettait aux municipalités que la Législature provinciale approuverait toute décision prise en vue d'appuyer le projet¹⁴.

Pressé de rendre la chose officielle, sans même avoir obtenu tous les fonds nécessaires, on procéda tout de même à l'inauguration officielle, le 12 octobre, à Paris. Le lendemain, le directeur de l'établissement, le Dr Charles Bonnet, reçut un premier chèque de 27 500 francs servant au démarrage de l'hôpital. Un communiqué officiel fut envoyé aux journaux français annonçant la fondation de l'« Hôpital des paroisses canadiennes-françaises de la province de Québec », sous l'égide du « grand organe du Canada français, le journal *La Presse*, de Montréal »¹⁵. L'Hôpital ne comptait alors que 74 lits (au lieu des 1 200 promis), et aurait besoin de nouvelles contributions s'il voulait s'agrandir. La politique du fait accompli servirait-elle *La Presse* auprès des municipalités récalcitrantes ?

L'intégration au système médicale militaire français

L'Hôpital *La Presse*, désormais connu sous son appellation militaire française officielle d'« Hôpital auxiliaire 49 (Maison de santé du Dr Bonnet) », fut aussitôt intégré à une immense et complexe organisation médicale militaire qu'il avait fallu développer rapidement. On comptait d'abord les hôpitaux dits « permanents », qui comprenaient les hôpitaux militaires et leurs annexes, les hôpitaux mixtes et les hospices civils. Enfin, on retrouvait les hôpitaux dits « temporaires ». Ces derniers comprenaient les hôpitaux bénévoles, complémentaires et auxiliaires dont l'Hôpital *La Presse*.

Ces hôpitaux temporaires seraient situés à l'arrière (zone intérieure) dans de nombreuses localités et recevraient les évacués. Alors que les hôpitaux complémentaires étaient gérés par le Service de santé militaire français, les hôpitaux auxiliaires étaient sous la direction des différentes sociétés d'assistance de la Croix-Rouge française : La Société de secours aux blessés militaires (SSBM), L'Union des Femmes de France (UFF) et L'Association des Dames françaises (ADF). L'Hôpital auxiliaire 49 (ou Hôpital *La Presse*) fut placé sous les ordres de la SSBM, la plus importante de ces trois sociétés, en appui au Gouvernement militaire de Paris.

Si l'on ajoute aux hôpitaux militaires traditionnels, situés à l'arrière, les hôpitaux de campagne, ceux d'évacuation, les ambulances¹⁶, les dépôts d'éclopés et les dépôts de convalescence, la France, au cours de la Grande Guerre, aurait compté environ 9 000 établissements médicaux, soit 893 hôpitaux permanents (108 750 lits), 609 hôpitaux complémentaires (98 143 lits) et 485 hôpitaux auxiliaires (28 209 lits¹⁷).

Parmi ces hôpitaux, on en retrouvait offerts par l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Chili, le Danemark, le Japon, l'Espagne, les États-Unis, la Grande-



Vue de l'hôpital auxiliaire 49 (ou Hôpital de La Presse de Montréal et des municipalités canadiennes-françaises) situé au 7, rue de la Chaise à Paris.

Bretagne, le Pérou, la Russie, la Suède et l'Uruguay. D'autres furent également pris en charge par des sociétés privées et des organisations¹⁸.

Bien entendu, un si grand nombre d'hôpitaux temporaires dépassaient largement le nombre de bâtiments disponibles en temps de paix. Les grands hôtels, les lycées et écoles, les petits châteaux et même les fermes furent réquisitionnés ou offerts par leurs propriétaires. Dans le cas de l'Hôpital auxiliaire 49, on l'installa au 7, rue de la Chaise à Paris, dans ce qui fut autrefois le palais du prince Camille Borghèse (1775-1832), beau-frère de Napoléon Bonaparte, à mi-chemin entre les jardins du Luxembourg et l'Hôpital des Invalides. Depuis 1903, la Maison de Santé des Docteurs Charles Bonnet et Logez-Duc¹⁹ y était installée.

L'édifice, avec ses chambres, salles opératoires, salon et bibliothèque, réfectoire et magnifiques jardins dans la cour intérieure ne pouvait être mieux approprié pour y loger un hôpital pour blessés de guerre. Réquisitionné dès le 6 septembre 1914, l'établissement ne comptait alors que 50 lits. En raison de ses installations et de ses équipements à la fine pointe, on lui attribua la « classe A », ce qui signifiait que l'on pouvait y recevoir des grands blessés²⁰.

Devenu hôpital canadien, on vit apparaître sur le portail d'entrée les insignes de la nouvelle direction et le tricolore et l'*Union Jack* surmontés des armoiries de la province de Québec. Contrairement à ce qu'avait

prétendu *La Presse*, le personnel était français. La majorité des blessés qui y furent soignés étaient également français²¹.

Malgré tout, financer un tel hôpital était tout à l'avantage du Canada français, lui permettant ainsi de redorer son image auprès du gouvernement français et de montrer qu'il participait, lui aussi, à sa manière au conflit²².

Le déclin

Qu'en était-il de la popularité de cet hôpital en territoire canadien? Les municipalités se faisant tirer l'oreille, le gouvernement du Québec décida, le 16 octobre, d'injecter une somme de 5 000 \$ (33 lits)²³. Même la tactique de publier les noms des donateurs, des portraits des généreux maires et échevins, de leurs chèques ou de vignettes reliées à l'œuvre n'avait plus d'effet: un mois après le lancement de la campagne, l'hôpital n'avait que 162 lits. Il fallait donc changer de stratégie.

Le 24 octobre 1914, *La Presse* voulait démontrer le sérieux et le bien-fondé du projet de l'hôpital à ses lecteurs et aux municipalités en «mettant devant leurs yeux» les divers services de l'hôpital dans son cahier illustré en couleurs du samedi et en décrivant son fonctionnement. Puis plus tard, on présenta le personnel, composé de sommités médicales françaises, sous forme de courtes biographies et de portraits: les docteurs Charles Bonnet, Jean-Louis Faure, Cyrille Jannin, Francis Furret, Lors Paynel, Funck-Brentano, Maxime Ménard, Jean-Charles Roux, Georges Marion et le professeur Pierre Marie. Dans un autre numéro, on apprenait que des prêtres et des religieuses hospitalières y œuvraient également sans relâche: l'hôpital n'était pas exclusivement laïque, était des plus modernes et il était sagement administré! Ce qui devait plaire à la population catholique du Québec, encore sous le choc des lois Combes.

À partir du 11 novembre, *La Presse* mita sur les témoignages de visiteurs. Le premier fut d'abord celui du soldat J. Audrain, un ancien Montréalais d'origine française, qui exprima la reconnaissance de ses frères d'armes. Les témoignages des visiteurs de marque furent les plus prisés: l'archevêque de Paris, Léon-Adolphe Amette, et celui du général sir Arthur Sloggart, chef du service de santé britannique, et du chef de la Croix-Rouge britannique, qui confia au représentant de *La Presse* que, s'il était blessé, c'est dans cet hôpital qu'il aimerait être soigné²⁴. Le capitaine Hercule Barré, du 14^e bataillon d'infanterie canadien, confiait, de son côté, n'avoir jamais rêvé d'un confort, d'une propreté et d'un service hygiénique aussi parfaits au sein d'un hôpital²⁵. Enfin, l'épouse du président de la République française, Mme Poincaré, vint elle aussi visiter les lieux en août 1915²⁶.



Le capitaine Rémy Lallemand, du 243^e Régiment de ligne, dans l'un des lits offert par le Gouvernement provincial.

D'autres témoignages prouvaient le bien-fondé de l'œuvre. Ainsi, le commandant Assolant, professeur à l'École de Guerre et premier blessé français soigné à l'hôpital « québécois », exprima sa fierté d'avoir été soigné dans cet établissement en compagnie d'autres blessés français et aussi de Britanniques. Il en profita pour remercier le Canada d'avoir envoyé ses enfants pour aider la France dans cette guerre vengeresse et d'avoir offert son secours aux blessés tombés bravement dans la bataille face à l'ennemi²⁷. Le lieutenant H. de Bernadotte, quant à lui, affirmait que là où se parlait la langue française [la province de Québec] battait aussi un cœur à l'unisson de celui de la France²⁸. On soigna également deux généraux français dont le général de brigade Gabrielle Malleterre. Enfin, un ancien Montréalais y était traité et apportait ainsi un témoignage touchant²⁹.

Les héros atrocement mutilés eux aussi exprimèrent leur reconnaissance, comme le capitaine Rémy Lallemand, du 243^e Régiment de ligne. Blessé aux jambes près de Reims, cet officier devait être soutenu par deux infirmières. Il souhaitait retourner au plus vite à sa compagnie pour savourer la fin de la guerre.

La Presse décrivit presque quotidiennement les cas de blessures traités à l'Hôpital auxiliaire 49. Le journal espérait ainsi que les municipalités, qui n'avaient pas encore contribué, verraient que les dons avaient une

utilité et qu'il leur fallait participer, coûte que coûte. Des photos de blessés français, alités dans les fameux lits offerts par les municipalités et dont on pouvait apercevoir le nom, appuyaient le message.

Malgré tout, le projet déclina. À l'automne de 1915, seuls 150 lits étaient encore en service. Faute d'intérêt, l'œuvre du quotidien *La Presse* ne pouvait se poursuivre encore très longtemps. À partir de la mi-juin 1915, la fréquence des articles et du message sur l'hôpital canadien à Paris se raréfia, puis ils disparurent complètement.

Le 22 janvier 1916, l'Hôpital auxiliaire 49 devint l'« Hôpital de l'Écosse ». Au cours d'une cérémonie officielle, le général français Joseph Galliéni, ministre de la Guerre depuis octobre 1915, en fit l'inauguration. Cet événement officiel, bien entendu, ne fut pas relaté dans le grand quotidien montrealais.

Analyse d'un échec

Le projet d'un hôpital canadien-français, si cher à *La Presse*, s'éteignit bien avant la fin des hostilités. L'idée de solliciter les 1 200 municipalités québécoises était certes des plus originales et bien fondée, mais la plupart firent la sourde oreille, même si des petites municipalités, comme Baie-du-Fèvre ou Tadoussac, pour qui 150 \$ pouvaient représenter un montant assez important, avaient répondu à l'appel³⁰. On proposa, sans succès, aux municipalités moins fortunées de financer en commun l'achat d'un lit³¹. Malgré tous les efforts, 279 lits purent être financés, même si l'hôpital auxiliaire 49 ne compta jamais un tel nombre de lits, l'argent servant à entretenir ceux déjà payés. Ce que, dans leur enthousiasme, les instigateurs du projet n'avaient pas prévu. Il fallait entretenir les lits déjà payés!

Quelles sont les causes de ce désintérêt? Nous proposons quelques hypothèses.

D'abord, le début de la guerre vit la naissance d'un grand nombre d'œuvres de bienfaisance ou d'organisations caritatives qui visaient toutes le même but: venir en aide à la France. Mais par le même biais, celui de la contribution monétaire des Canadiens français. *La Presse* elle aussi s'adressait à la générosité de ces derniers. Elle ira même jusqu'à présenter un autre projet parallèle, « L'œuvre du tabac pour les soldats », ce qui, il faut bien le dire, est louable mais aussi suicidaire. Deux projets d'envergure pouvaient-ils survivre? Les Canadiens français avaient-ils les moyens financiers d'aider toutes ces œuvres?

La requête de 150 \$ pouvait être vue comme modeste, en septembre 1914. On avait cru que ce montant servirait pour toute la durée de la guerre. Mais lorsqu'on se rendit compte que la guerre serait longue, les muni-



Un blessé décoré de la Légion d'Honneur dans un lit offert par la ville de Sherbrooke.

cipalités répugnèrent-elles à engager des fonds dans une entreprise qui pouvait durer bien plus que les cinq mois originaux ?

Mettre en compétition les municipalités et paroisses était-elle une bonne idée ? L'interminable et quotidienne pression publique de *La Presse* sur les pouvoirs municipaux et sur les maires des municipalités qui faisaient la sourde oreille (« Qu'on se hâte ! », « À l'œuvre, MM. les Maires ! », « Le temps presse, MM. Les Maires ! », « Il n'y a pas de temps à perdre ! », « Vous ne pouvez en faire moins que les autres ! », etc.) n'a certes pas suscité que des mouvements de sympathie à sa cause.

Au début de la campagne, *La Presse* avait répété que cet hôpital serait dirigé par des Canadiens, pour des Canadiens. La réalité était tout autre puisque l'hôpital était en fait dirigé par du personnel français, et on y soignait presque exclusivement des poilus français. Les municipalités ont-elles hésité à donner leur appui à un tel projet qui ne concernait pas du tout les citoyens canadiens ?

La décision du ministre de la Guerre français, Alexandre Millerand, de faire rediriger à l'*Hôpital La Presse et des municipalités canadiennes*, dans la mesure du possible, tous les futurs blessés canadiens normalement évacués vers la région parisienne était-elle liée à cet état de fait³² ? Le ministre voulait également mieux utiliser les ressources chirurgicales de l'hôpital³³.

Des Canadiens français, tels que le D^r François-Xavier Le Moyne de Martigny³⁴ et son épouse avaient, sans succès, offert leur service à cet hôpital. L'absence des Canadiens aux postes de commande aurait-elle eu un effet négatif sur les municipalités? En avril 1915, *La Presse* annonça que quelques Canadiens français y étaient désormais employés, à titre d'infirmiers³⁵. Mais il était déjà trop tard.

La Presse créa, en décembre 1914, un Comité du Patronage et un conseil d'administration, afin de promouvoir l'œuvre de l'hôpital au Canada et en France. Les personnalités canadiennes qui y siégeaient étaient connues : Trefflé Berthiaume, directeur général de *La Presse* et président d'honneur du comité, ainsi que sir Lomer Gouin, premier ministre du Québec. Des personnalités françaises et britanniques, issues du milieu universitaire et médical, en étaient également membres³⁶. Mais là encore, ces efforts restèrent vains. Les contributions n'augmentèrent pas.

* * *

Pourquoi *La Presse* tenait-elle à tout prix à offrir à la France un hôpital de 1 200 lits, voire de 1 800? Était-ce vraiment par pure philanthropie ou tout simplement pour le rayonnement du Canada français en France? Était-elle trop enthousiaste et irréaliste?

Rares furent les hôpitaux auxiliaires de plus de 200 lits³⁷. L'Hôpital de l'Écosse, par exemple, n'eut qu'une cinquantaine de lits et poursuivit ses opérations jusqu'au 1^{er} septembre 1919. En se concentrant sur les quelque 200 lits qu'elle avait difficilement réussis à financer, au lieu de toujours chercher à augmenter leur nombre, *La Presse* aurait sans doute pu poursuivre son œuvre jusqu'à la fin de la guerre. Faute de quoi, ce projet n'a laissé aucune trace dans la mémoire collective des Québécois.

Ironiquement, contrairement au message véhiculé par les ardents défenseurs de la non-intervention militaire, ce sont des volontaires en uniforme qui servirent le mieux l'effort de guerre et la cause humanitaire du Canada français. Devenus militaires, des médecins issus de l'Université Laval à Montréal, des infirmières diplômées et des infirmiers provenant de toutes les couches de la société conquirent le cœur des Français en banlieue parisienne et dans l'Aube, et laissèrent des traces de leurs passages que l'on peut encore voir de nos jours³⁸.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Desmond Morton, «La guerre d'indépendance du Canada : une perspective anglophone», dans Roch Legault et Jean Lamarre (dir.), *La Première Guerre*

- mondiale: Contributions sociomilitaires québécoises*, Montréal, Éditions du Méridien, 1999, p. 12.
2. René Durocher, «Henri Bourassa, les évêques et la guerre de 1914-1918», Société historique du Canada, *Communications historiques*, 1971, p. 248-275.
 3. Il est difficile d'établir avec précision le nombre de francophones s'étant enrôlés dans le premier contingent du Corps expéditionnaire canadien, les formulaires d'enrôlement ne faisant pas état de la langue maternelle des enrôlés. Les chiffres que l'on retrouve dans les publications contemporaines sont variables. L'histoire officielle pour sa part donne 1 245. Archer Fortescue Duguid, *Official History of the Canadian Forces in the Great War, 1914-19, vol. I: Appendices and Maps*, Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 1938, p. 58.
 4. «Des Canadiens français veulent aller combattre pour l'ancienne patrie», *La Presse*, 3 août 1914.
 5. À ce sujet, voir Alban Lachiver, «Le soutien humanitaire canadien-français à la France en 1914-1918», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 179, 1995, p. 147-173, et Desmond Morton, «Entente cordiale?: La section montrealaise de Fonds patriotique canadien, 1914-1923 – Le bénévolat de guerre à Montréal», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 53, no. 2, automne 1999, p. 207-246.
 6. «Pour la Patrie et l'Empire», *La Presse*, 5 août 1914.
 7. «Un militaire enthousiaste», *La Presse*, 6 août 1914.
 8. Uniquement pour les deux premiers mois de la guerre, les pertes françaises se chiffraient à 313 000 tués, disparus et prisonniers, ainsi qu'à 16 000 morts de blessures dans les formations sanitaires et les hôpitaux.
 9. Ce montant comprenait le maintien, les soins médicaux et chirurgicaux ainsi que ceux de personnels infirmiers, la pension, etc. pour une période de cinq mois. En dollars de 2008, cela équivaldrait à 2 885 \$.
 10. «Un projet vraiment patriotique», *La Presse*, 25 septembre 1914.
 11. En France, l'Hôpital La Presse sera connu sous diverses autres appellations mais, du point de vue de l'organisation sanitaire militaire française, il sera désigné officiellement sous un autre nom.
 12. Reproduit dans l'édition du 30 octobre de *La Presse*.
 13. Craig, un propriétaire-commerçant de pianos à la retraite, était âgé de 81 ans. Ce vieillard à la longue barbe blanche eut droit à son portrait. Il ne sera pas le seul à offrir une contribution monétaire personnelle pour l'achat d'un lit.
 14. «La Législature ratifiera les décisions les décisions prises par les conseils municipaux», *La Presse*, 7 octobre 1914.
 15. «Notre œuvre est appréciée dans les cercles officiels de la république française», *La Presse*, 14 octobre 1914.
 16. Le mot ambulance en langage militaire signifie un hôpital militaire ambulancier, de moins grande envergure qu'un hôpital traditionnel fixe, et plus près de la ligne du front que ce dernier.
 17. Statistiques communiquées par le Musée du Service de Santé des Armées au Val-de-Grâce. Lettre du conservateur à l'auteur le 11 décembre 2007.

18. C'est le cas de l'Hôpital (bénévole) Michelin, situé à Clermont-Ferrand, qui fut entièrement pris en charge par la société éponyme dans un grand hangar de pneus. En 1917, l'hôpital comptait 320 lits répartis sur 3 étages.
19. Un chirurgien de renom, le D^r Bonnet avait reçu de nombreuses distinctions médicales. Dans les archives médicales françaises, on le retrouve parfois sous le nom de « Bonner » ou « Bonnier ».
20. Les hôpitaux de classe B accueillaient les blessés moyens, alors que les hôpitaux de classe C hébergeaient les convalescents.
21. De septembre 1914 à février 1916, on y soigna 825 cas, en majorité des poilus français. Une soixantaine de Britanniques, 4 Belges, 3 Allemands y furent aussi soignés. Les principaux cas traités étaient les blessures par balles ou par fragments d'obus. On y soigna également les fractures, les plaies et y pratiqua des amputations. Service des Archives Médicales Hospitalières des Armées (SAHMA), 325 D, D5 : *Hôpital auxiliaire 49 (Maison de santé du D^r Bonnet), 1914-1919*; Registres des entrées.
22. Nous n'avons pu reconstituer l'histoire quotidienne de cet hôpital durant la Première Guerre mondiale. Les hôpitaux régis par les sociétés de la Croix-Rouge française n'étaient pas obligés de tenir un journal de guerre quotidien, contrairement aux hôpitaux militaires.
23. «La Province donne \$ 5.000», *La Presse*, 16 octobre 1914.
24. «Distingués visiteurs qui expriment leur admiration à l'égard de cette œuvre», *La Presse*, 21 janvier 1915.
25. Hercule Barré était également journaliste et gérant à *La Presse*! Milicien chevronné du 65^e Régiment, Carabiniers Mont-Royal avant la guerre, Barré s'enrôla en 1914 à titre d'officier au sein du 14^e Bataillon d'infanterie du Corps expéditionnaire canadien. Blessé au front en 1915, il revint au pays où on lui offrit de mettre sur pied et de commander, à titre de lieutenant-colonel, le 150^e Bataillon d'infanterie.
26. «Madame Poincaré visite l'Hôpital de La Presse et de nos municipalités», *La Presse*, 18 août 1915.
27. «Première lettre d'un officier supérieur de l'Armée française traité à l'Hôpital de "La Presse" et de nos municipalités», *La Presse*, 18 novembre 1914.
28. «Un des braves soldats qui ont été soignés exprime sa gratitude», *La Presse*, 13 janvier 1915.
29. «Héroïque conduite du Lieutenant T[hierry] Mallette, autrefois de Montréal», *La Presse*, 19 avril 1915.
30. Ajoutons que des Acadiens et des résidents de Prussia, en Saskatchewan, contribuèrent également. Les Francos-Américains de Lowell au Massachusetts et de Manteno, en Illinois, estimaient également qu'il était de leur devoir de le faire.
31. «Municipalités, unissez-vous dans un même geste de véritable patriotisme», *La Presse*, 21 octobre 1914.
32. Lettre au sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères Abel Ferry, du 3 février 1915. Malgré cet ordre, un seul Canadien sera soigné à l'Hôpital *La Presse* tout au long de son existence. Il s'agit du major Hercule Barré, blessé à la hanche à Ypres en avril 1915. L'on doute que son séjour à cet hôpital soit le fruit du

hasard puisque, comme nous l'avons déjà dit, Barré était le gérant de *La Presse*. SAHMA, 325 D, D5 : *Hôpital auxiliaire 49 (Maison de santé du Dr Bonnet)*, 1914-1919; Registres des entrées.

33. «Le Ministre de la guerre français s'intéresse fort au bien-être de nos blessés», *La Presse*, 6 avril 1915.
34. De Martigny s'enrôlera plutôt au sein de l'Hôpital militaire canadien-français fondé par le Dr Arthur Mignault. L'Hôpital stationnaire canadien n° 4 (Canadien français) qui sera installé à Saint-Cloud, en banlieue parisienne. Promu lieutenant-colonel, il en sera le chirurgien en chef.
35. «Lord Essher exprime toute son admiration à l'égard de l'œuvre», *La Presse*, 24 avril 1915.
36. «Personnalités qui lui accordent leur dévoué patronage», *La Presse*, 11 décembre 1914.
37. De tous les hôpitaux étrangers du Gouvernement de Paris, seul le riche Hôpital américain de Neuilly-sur-Seine dépassait largement la moyenne des autres avec ses 833 lits. Source: Musée du Service de Santé des Armées au Val-de-Grâce.
38. Il s'agit du personnel militaire œuvrant au sein de l'Hôpital stationnaire canadien n° 4 (Canadien français), désigné Hôpital bénévole 11 bis par la France, et de l'Hôpital général canadien n° 6 (Université Laval à Montréal), désigné Hôpital complémentaire 34 de 1917 à 1918 et Hôpital bénévole 25 bis, de 1918 à 1919. Des noms de rues, de places publiques et des monuments commémorent le souvenir de leur œuvre humanitaire en banlieue parisienne et à Montréal.